

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES  
FINANCES ET DE LA PLANIFICATION  
DU DÉVELOPPEMENT

RÉPUBLIQUE TOGOLAISE  
*Travail-Liberté-Patrie*

COMITE NATIONAL DE COORDINATION

SECRETARIAT TECHNIQUE

# RAPPORT SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TOGO AU PREMIER TRIMESTRE 2016

CEDEAO

JUILLET 2016

# TABLE DES MATIERES

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>RESUME</b>	<b>4</b>
<b>SUMMARY</b>	<b>5</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE</b>	<b>8</b>
I.1. Secteur réel	8
I.1.1. Evolution de l'offre globale	8
I.1.2. Evolution de la demande globale	9
I.1.3. Prix et inflation	10
I.2. Finances publiques et dette publique	12
I.2.1. Finances publiques	12
I.2.1.1. Recettes et dons	12
I.2.1.2. Dépenses et prêts nets	13
I.2.1.3. Soldes et financement	13
I.2.2. Dette publique	13
I.2.2.1. Dette extérieure	13
I.2.2.2. Dette intérieure	15
I.3. Secteur monétaire	15
I.3.1. Avoirs extérieurs nets	15
I.3.2. Crédit intérieur	16
I.3.2.1. Position nette du gouvernement	16
I.3.2.2. Crédits à l'économie	16
I.3.3. Masse monétaire	16
I.4. Secteur extérieur	16
I.4.1. Commerce spécial	16
I.4.1.1. Exportations	17
I.4.1.2. Importations	18
I.4.1.3. Balance commerciale	19
I.4.2. Balance des paiements	19
I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2015	19
I.4.2.2. Prévisions de la balance des paiements 2016	21
<b>II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE</b>	<b>23</b>
<b>III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS</b>	<b>24</b>
III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo	24
III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales	25
III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO	26
III.4. Activités du Comité National de Coordination (CNC)	27
<b>IV. PERSPECTIVES 2016</b>	<b>27</b>
<b>CONCLUSION</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXE</b>	<b>32</b>

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

AEN	:	Avoirs extérieurs nets
AIGE	:	Aéroport international Gnassingbé Eyadema
BCEAO	:	Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
BOAD	:	Banque Ouest-africaine de développement
BTP	:	Bâtiment et travaux publics
CDDI	:	Commissariat des douanes et droits indirects
CEDEAO	:	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CI	:	Commissariat des impôts
DGDN	:	Direction Générale de la Documentation Nationale
DTS	:	Droits de tirage spéciaux
FAD	:	Fonds africain de développement
FBCF	:	Formation brute de capital fixe
FCFA	:	Franc de la communauté financière africaine
FMI	:	Fonds monétaire international
GF2D	:	Groupe de Réflexion Femmes Démocratie, Droit et Développement
IDA	:	International development association
IHPC	:	Indice harmonisé des prix à la consommation
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PAL	:	Port autonome de Lomé
PIB	:	Produit intérieur brut
PNG	:	Position nette du gouvernement
PNIASA	:	Programme national d’investissement agricole et de sécurité alimentaire
SCAPE	:	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi
TVA	:	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	:	Union économique et monétaire Ouest-africaine
VA	:	Valeur ajoutée

## RÉSUMÉ

Selon le Fonds monétaire international, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à 3,2% en 2016 contre une réalisation de 3,1% en 2015, dans un contexte de baisse des prix du pétrole, d'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et de taux de chômage toujours élevé dans la Zone euro. En Afrique subsaharienne, la croissance économique serait de 3,0% en 2016.

Au plan national, l'activité économique reste globalement bien orientée. La croissance du PIB réel en 2016 serait de 5,4%. Au niveau de la demande globale, la croissance serait essentiellement portée par les investissements public et privé. Au terme des trois premiers mois de l'année 2016, le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation est de 1,4%.

Au titre des finances publiques, les recettes totales de l'Etat sont de 132,9 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de 2016, en progression de 11,5%, et les dépenses totales se situent à 155,7 milliards de FCFA, en hausse de 20,8% par rapport à la même période de 2015.

Sur le plan monétaire, les crédits à l'économie et la masse monétaire à fin mars 2016 régressent respectivement de 3,5% et 3,1% par rapport à fin décembre 2015.

S'agissant du commerce spécial, les échanges commerciaux du Togo au premier trimestre 2016 comparés à la même période de 2015 sont marqués par une régression des exportations, une progression des importations et une aggravation du déficit commercial.

L'encours de la dette a progressé, passant de 1.386,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 1.463,2 milliards de FCFA à fin mars 2016 enregistrant une hausse de 5,5%. La dette intérieure représente 58,3% de la dette publique totale.

En 2016, l'activité économique évoluerait dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et la poursuite des efforts de reconstruction, notamment des infrastructures routières entrepris par le Gouvernement. Sous l'hypothèse de bonnes performances attendues au niveau de tous les secteurs de l'économie.

Une reprise est attendue au niveau du secteur primaire qui devrait rattraper la contraction observée en 2015. Le secteur primaire bénéficierait des mesures de soutien du Gouvernement, notamment la mise à disposition à temps des intrants agricoles. Toutefois, le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons.

L'augmentation attendue de la production de phosphate, de coton, de clinker et de produits manufacturiers aurait un impact favorable sur les exportations de biens.

Au regard de ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 5,4% en 2016 tout comme en 2015. Tous les secteurs de l'économie contribueront à cette croissance.

## SUMMARY

According to the International Monetary Fund, global economic output will increase at 3.2% in 2016 against an estimate of 3.1% in 2015, in a context marked by the fall of oil price, the depreciation of the euro vis-a-vis the dollar and the unemployment rate still high in the euro zone. In Sub-Saharan Africa, the economic growth rate would be 3.0% in 2016.

In Togo, the economic activity remains well oriented. Real GDP's growth would be at 5.4% in 2016. On the demand side, growth will be essentially driven by public and private investments. At the end of the first three months of 2016, average inflation rate as shown by the harmonized consumer price index is 1.4%.

The execution of government financial operations indicates that total revenues is 132.9 billion CFA F at the end of the first quarter of 2016, in progress of 11.5% and the total expenditures is 155.7 billion CFA F, in progress of 20.8% compared to the same period in 2015.

In the monetary sector, the credit to the private sector money supply at the end of March 2016 decrease respectively of 3.5% and 3.1% compared to the situation at the end of December 2015.

As for external trade, data show a decrease in exports and an increase in imports resulting in a worsening of the trade deficit.

Public debt has increased, from 1,386.8 billion CFA F at the end of December 2015 to 1,463.2 billion CFA F at the end of March 2016 representing an increase of 5.5%. The stock of domestic debt to GDP ratio is 58.8% of the total stock of public debt.

In 2016, economic growth would be marked by the continuation of the PNIASA projects implementation and the continuation of the infrastructure building reconstruction efforts, particularly road infrastructures undertaken by the government. With the assumptions are that all the economic sectors will perform well.

A recovery is expected from the primary sector after the contraction in 2015. The primary sector would benefit from government support measures of the government, namely the timely provision of farming inputs. However, the risk of bad rainfall is still to be taken seriously and could negatively affect the projections made for the whole primary sector. This risk is high regarding the El Nino phenomenon which destabilizes the normal developments in seasons.

The expected increase in the production of phosphate, cotton, clinker and the manufactured goods would have a positive impact on the exportation of goods.

Summing up all those assumptions, real GDP growth rate would be maintained at 5.4% in 2016 as it was in 2015. All sectors of the economy will contribute positively to the growth.

# INTRODUCTION

## ❖ Environnement économique mondial

La croissance s'accélère dans la zone euro grâce à l'effet combiné de la baisse des prix de pétrole brut, de la dépréciation du taux de change de l'euro vis-à-vis du dollar et de la politique monétaire accommodante mise en œuvre par la Banque Centrale Européenne (BCE). La croissance est tirée par la consommation des ménages et les exportations. Aux Etats-Unis, la conjoncture économique subit l'impact négatif de l'appréciation du taux de change du dollar sur les exportations et de la chute des prix du pétrole brut sur la production de pétrole. La croissance est soutenue par la consommation des ménages favorisée par la baisse des prix du pétrole.

Sur le marché des devises, le cours de la livre sterling continue de se déprécier tandis que celui du yen s'apprécie par rapport au FCFA. Quant à la devise américaine, son cours connaît une baisse après la hausse constatée au trimestre précédent.

L'activité économique en Afrique subsaharienne<sup>1</sup> a nettement ralenti, mais la situation varie considérablement d'un pays à l'autre. La croissance économique de la région est tombée à 3,5% en 2015, le plus bas niveau depuis une quinzaine d'années, et devrait continuer de ralentir en 2016 pour s'établir à 3,0%, en deçà des taux de 5,0% à 7,0% enregistrés pendant la décennie écoulée.

La chute des cours des produits de base a durement ébranlé beaucoup des plus grands pays d'Afrique subsaharienne. Les pays exportateurs de pétrole, dont l'Angola et le Nigéria, restent confrontés à un environnement économique difficile. C'est aussi le cas des pays exportateurs de produits de base non énergétiques. D'autres pays connaissent encore une croissance vigoureuse.

Ainsi, la plupart des pays importateurs de pétrole s'en sortent généralement mieux et affichent des taux de croissance supérieurs à 5,0%. Dans ces pays, la croissance économique s'appuie sur les investissements d'infrastructures en cours et le dynamisme de la consommation privée. La chute des cours du pétrole a aussi aidé ces pays, mais dans des proportions en général moins fortes que prévu, car dans nombre d'entre eux la baisse des cours des autres produits de base et la dépréciation du taux de change ont en partie contrebalancé cet avantage.

## ❖ Contexte national

Au plan national, l'activité économique reste globalement bien orientée. La croissance du PIB réel en 2016 serait de 5,4%. Au niveau de la demande globale, la croissance serait essentiellement portée par les investissements public et privé. Au terme des trois premiers mois de l'année 2016, le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation est de 1,4%.

Au titre des finances publiques, les recettes totales de l'Etat sont de 132,9 milliards de FCFA au terme des trois premiers mois de 2016, en progression de

---

<sup>1</sup> Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, FMI, avril 2016

11,5%, et les dépenses totales se situent à 155,9 milliards de FCFA, en hausse de 19,7% par rapport à la même période de 2015.

Sur le plan monétaire, les crédits à l'économie et la masse monétaire à fin mars 2016 régressent respectivement de 3,5% et 3,1% par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant du commerce spécial, les échanges commerciaux du Togo au premier trimestre 2016 comparés à la même période de 2015 sont marqués par une régression des exportations, une progression des importations et une aggravation du déficit commercial.

L'encours de la dette publique a progressé, passant de 1.386,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 1.463,2 milliards de FCFA à fin mars 2016 enregistrant une hausse de 5,5%. La dette intérieure représente 58,3% de la dette publique totale.

Le présent rapport fait une analyse de la situation économique et financière à travers l'évolution des comptes macroéconomiques au titre du premier trimestre 2016.

# I. ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE NATIONALE

## I.1. Secteur réel

L'activité économique a été marquée en 2015 par la poursuite de l'exécution des projets d'appui au secteur agricole à travers le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) et la mise en œuvre de la politique des grands travaux de renforcement des infrastructures économiques. Les nouvelles estimations du PIB<sup>2</sup> fixent le taux de croissance réel à 5,4% en 2015 contre 5,9% en 2014. Cette croissance est portée du côté de l'offre par les secteurs secondaire et tertiaire. Le secteur primaire a enregistré des contre-performances imputables à la mauvaise pluviosité enregistrée au cours du premier semestre 2015 qui a eu un impact négatif sur la production agricole, principalement celle des cultures vivrières et du coton.

Le taux d'investissement se situe à 25,9% en 2015 contre 23,1% en 2014, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement dans le financement des infrastructures.

Le PIB nominal est de 2.417,7 milliards de FCFA en 2015, en augmentation de 9,1% par rapport à 2014. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 3,5% par rapport à 2014. Le PIB nominal par habitant passe de 320.058,1 FCFA en 2014 à 339.486,6 FCFA en 2015.

### I.1.1. Evolution de l'offre globale

- **Le secteur primaire**

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** est en baisse de 1,0% contre une hausse de 14,3% en 2014. Sa contribution à la croissance est de -0,3% contre 4,1% en 2014. Cette contre-performance est liée à la baisse enregistrée au niveau de la production agricole dont la VA régresse de 7,2%.

La production vivrière régresse de 6,5% par rapport à 2014 et s'établit à 5.008,8 milliers de tonnes. Toutes les cultures sont en baisse en 2015 à l'exception du haricot et de l'arachide qui sont en hausse respectivement de 5,9% et 0,6%. Les contre-performances réalisées dans la production vivrière et dans la production du coton résultent de la mauvaise pluviosité enregistrée au cours du premier semestre 2015.

La production des cultures d'exportation, notamment celle du coton, s'est orientée à la baisse en passant de 199,5 milliers de tonnes en 2014 à 180,0 milliers de tonnes en 2015. Leur valeur ajoutée est en régression de 9,8% contre une croissance de 27,6% en 2014. Ce recul des cultures de rente est porté principalement par la production du coton en baisse de 29,8%.

---

<sup>2</sup> Comité PIB – avril 2016

- **Le secteur secondaire**

La VA du **secteur secondaire** enregistre une hausse de 10,3% en 2015. Sa contribution à la croissance est de +2,1%, en liaison avec une contribution à la croissance de +0,8% des "**BTP**" et les performances enregistrées dans les industries manufacturières et extractives dont les contributions sont estimées respectivement à 0,7% et 0,6%.

Au niveau des industries extractives, il est noté un accroissement de 18,5% de la valeur ajoutée contre une baisse de 3,0% en 2014. La VA du clinker est en hausse de 80,5% après une régression de 9,9% en 2014, en liaison avec l'entrée en activité de SCANTOGO. En 2015, la VA du phosphate a progressé de 0,1% après une baisse de 10,4% en 2014.

La VA des industries manufacturières est en hausse de 8,4%. La VA du chapitre "**Electricité, Eau et Gaz**" progresse de 0,3% contre 2,0% en 2014. La VA des "**BTP**" a connu une progression de 12,9% soutenue par la poursuite des travaux de renforcement et de réhabilitation des infrastructures de base.

- **Le secteur tertiaire**

La VA du secteur tertiaire marchand est en hausse de 3,9%. Les différentes composantes ont évolué comme suit: "**Commerce**" (+3,5%), "**Transports, Entrepôts et Communications**" (+8,9%), "**Banques, Assurances**" (+2,1%) et "**Autres services marchands**" (+1,6%). Sa contribution à la croissance du PIB est de +1,2% en 2015.

La VA des branches non marchandes est en hausse de 2,2% contre 1,9% en 2014.

Le PIB nominal est de 2.417,7 milliards de FCFA en 2015, en augmentation de 9,1% par rapport à 2014. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 3,5% par rapport à 2014. Le PIB nominal par habitant passe de 320.058,1 FCFA en 2014 à 339.486,6 FCFA en 2015.

## **I.1.2. Evolution de la demande globale**

En 2015, la demande est essentiellement portée par la consommation finale privée et l'investissement public. La consommation finale globale à prix courant en 2015 se chiffre à 2.404,3 milliards de FCFA contre 2.111,8 milliards de FCFA en 2014, soit une progression de 13,9%. Elle a représenté 99,4% du PIB contre 95,3% en 2014 impulsée par la consommation privée qui représente 83,5% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB est de 16,0% contre 14,2% en 2014.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale a enregistré une hausse de 6,8% par rapport à son niveau de 2014 et se chiffre à 617,5 milliards de FCFA. Cette hausse est impulsée par la FBCF publique qui est en progression de 17,3%. La part relative de la FBCF privée est passée de 14,4% en 2014 à 14,0% en 2015, recul qui s'explique par l'achèvement de certains travaux de construction des infrastructures économiques. Le taux d'investissement se situe à 25,9% en 2015 contre 23,1% en 2014, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement dans le financement des infrastructures.

Au niveau des échanges extérieurs, les exportations de biens et services ont enregistré une hausse de 3,5% en passant de 986,3 milliards de FCFA en 2014 à 1.020,7 milliards de FCFA en 2015. Les importations régressent de 17,2% par rapport à 2014 et s'établissent à 1.634,4 milliards de FCFA.

La demande intérieure a ainsi représenté 125,4% du PIB en 2015 contre 118,4% en 2014. Les échanges extérieurs sont marqués par une régression de la propension moyenne à exporter les biens et services et une hausse de la propension moyenne à importer qui passent respectivement de 44,5% et 62,9% en 2014 à 42,2% et 67,6% en 2015.

### I.1.3. Prix et inflation

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) base 100 en 2008 s'établit au premier trimestre 2016 à 116,9 contre 116,1 au trimestre précédent, soit une hausse de 0,7%.

L'IHPC s'établit en mars 2016 à 116,2, en progression de 1,1% par rapport au mois correspondant de l'année 2015.

La moyenne des indices du premier trimestre 2016 est en hausse de 1,4% par rapport au premier trimestre 2015. Cette progression est essentiellement imputable à l'augmentation des prix des fonctions « **Produits alimentaires et boissons non alcoolisées** », « **Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants** », « **Articles d'habillement et chaussures** », « **Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles** » et « **Restaurants et hôtels** » respectivement pour 4,2%, 4,2%, 1,4%, 0,5% et 1,3%.

Par contre, la fonction « **Transports** » a diminué de 2,7% au premier trimestre 2016, en lien avec les baisses des prix à la pompe des produits pétroliers opérées par le Gouvernement en décembre 2015 et en mars 2016.

Les douze fonctions de l'IHPC ont évolué par rapport au premier trimestre 2015 comme suit :

• <b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	:	+4,2%
• <b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</b>	:	+4,2%
• <b>Articles d'habillement et chaussures</b>	:	+1,4%
• <b>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</b>	:	+0,5%
• <b>Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer</b>	:	+1,0%
• <b>Santé</b>	:	-0,4%
• <b>Transports</b>	:	-2,7%
• <b>Communications</b>	:	+0,1%
• <b>Loisirs et culture</b>	:	+0,3%
• <b>Enseignement</b>	:	+0,4%
• <b>Restaurants et hôtels</b>	:	+1,3%

- **Biens et services divers** : +1,3%.

Les groupes « **Produits alimentaires** » et « **Boissons non alcoolisées** » avec une pondération respectivement de 27,79% et 0,88% ont augmenté de 4,3% et 2,6%. Au niveau du groupe « **Produits alimentaires** », les principaux sous-groupes ont évolué comme suit : « **Pain et céréales** » (+10,5%), « **Viande** » (+3,0%), « **Poissons et fruits de mer** » (0,0%), « **Huiles et graisses** » (-0,7%), « **Légumes** » (+7,6%), « **Tubercules et plantains** » (+34,9%) et « **Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a** » (-2,7%).

Au terme des trois premiers mois de l'année 2016, la contribution des douze fonctions à l'inflation de 1,4% se présente comme suit :

• <b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	:	+1,2%
• <b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</b>	:	+0,03%
• <b>Articles d'habillement et chaussures</b>	:	+0,1%
• <b>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</b>	:	+0,1%
• <b>Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer</b>	:	+0,04%
• <b>Santé</b>	:	-0,02%
• <b>Transports</b>	:	-0,3%
• <b>Communications</b>	:	+0,01%
• <b>Loisirs et culture</b>	:	+0,01%
• <b>Enseignement</b>	:	+0,01%
• <b>Restaurants et hôtels</b>	:	+0,2%
• <b>Biens et services divers</b>	:	+0,1%
<b>INDICE GLOBAL</b>	:	<b>+1,4%.</b>

En termes d'origine, les prix des produits importés, avec une pondération de 30,72% du panier, ont connu une baisse de 1,4% et 1,2% respectivement en variation trimestrielle et en glissement annuel. Quant aux produits locaux, avec une pondération de 69,28% du panier, leurs prix ont augmenté de 1,9% par rapport au trimestre précédent et de 2,9% par rapport à la même période de 2015.

Outre la baisse des prix des produits pétroliers qui pourrait avoir un impact sur les prix des produits locaux, il est nécessaire que le Gouvernement poursuive la mise en œuvre de mesures visant à faciliter l'approvisionnement régulier des marchés en produits vivriers locaux afin d'éviter les hausses brutales des prix tout en assurant un revenu décent aux agriculteurs.

## **I.2. Finances publiques et dette publique**

### **I.2.1. Finances publiques**

Les opérations financières de l'Etat au titre des trois premiers mois de 2016 comparées à celles de la même période de 2015 présentent les évolutions suivantes :

- une hausse de 10,1% des recettes totales et dons ;
- un accroissement de 19,7% des dépenses totales et prêts nets ;
- une progression de 57,6% des dépenses d'investissement ;
- un solde global base caisse de -21,5 milliards de FCFA contre 4,2 milliards de FCFA un an plus tôt.

#### **I.2.1.1. Recettes et dons**

Au titre des trois premiers mois de 2016, les recettes de l'Etat (dons inclus) ont atteint 133,8 milliards de FCFA et sont en progression de 10,1% par rapport aux trois premiers mois de 2015.

Les recettes totales se chiffrent à 132,9 milliards de FCFA, en hausse de 11,5% par rapport à fin mars 2015.

Les recettes fiscales s'élèvent à 123,7 milliards de FCFA, en augmentation de 12,2%. Cette progression est impulsée par toutes les composantes : les "**impôts sur les revenus et bénéfiques**" (+27,8%), les "**taxes sur les biens et services**" (+8,5%), les "**impôts sur le commerce extérieur**" (+11,2%) et les "**autres impôts**" (+2,8%).

Les recouvrements fiscaux du Commissariat des impôts (CI) ont atteint 54,5 milliards de FCFA, en augmentation de 9,4% par rapport à fin mars 2015 et représentent 21,3% des prévisions annuelles.

Cette performance au niveau du Commissariat des impôts s'explique entre autres par les efforts accrus de sensibilisation et le renforcement des services de recouvrement et du contrôle fiscal.

Les contributions indirectes recouvrées par le Commissariat des douanes et droits indirects (CDDI) sont en progression de 14,5% par rapport à fin mars 2015 et se chiffrent à 69,1 milliards de FCFA, soit 21,7% des prévisions annuelles.

La performance du CDDI s'explique fondamentalement par le renforcement de la lutte contre la fraude et la contrebande, la collecte des recettes par les banques et les efforts accrus de sensibilisation.

Au titre des trois premiers mois de l'année 2016, les recettes non fiscales s'élèvent à 9,2 milliards de FCFA contre 9,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

A fin mars 2016, les dons mobilisés s'élèvent à 1,0 milliard de FCFA contre 2,4 milliards de FCFA à fin mars 2015.

### **I.2.1.2. Dépenses et prêts nets**

Les dépenses totales de l'Etat enregistrées à la fin du premier trimestre 2016 s'élèvent à 155,9 milliards de FCFA, en progression de 19,7% par rapport aux trois premiers mois de 2015.

Les dépenses courantes s'établissent à 123,6 milliards de FCFA, en hausse de 14,2% par rapport à fin mars 2015 en relation avec la progression des "salaires et traitements" (+17,4%) et des "autres dépenses courantes" (+60,8%) qui s'établissent respectivement à 40,6 milliards de FCFA et 54,0 milliards de FCFA. Les intérêts dus au titre de la dette publique se chiffrent à 16,6 milliards de FCFA contre 9,2 milliards de FCFA à fin mars 2015.

Les dépenses d'investissement à fin mars 2016 s'établissent à 32,5 milliards de FCFA, en augmentation de 57,6% par rapport à la même période de l'année précédente. Cet accroissement est porté par les dépenses en capital sur financement interne qui ont progressé de 16,0 milliards de FCFA par rapport à fin mars 2015.

### **I.2.1.3. Soldes et financement**

Le "**solde global hors dons base ordonnancements**" et le "**solde global base caisse**" (dons inclus) sont respectivement de -22,6 milliards de FCFA et -21,5 milliards de FCFA contre respectivement -11,0 milliards de FCFA et 4,2 milliards de FCFA à fin mars 2015.

Le financement intérieur et le financement extérieur sont évalués respectivement à 4,4 milliards de FCFA et -2,5 milliards de FCFA contre respectivement -0,5 milliard de FCFA et 3,0 milliards de FCFA un an plus tôt.

## **I.2.2. Dette publique**

L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 1.386,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 1.463,2 milliards de FCFA à fin mars 2016 enregistrant une hausse de 5,5%.

### **I.2.2.1. Dette extérieure**

Au terme du premier trimestre 2016, l'encours de la dette extérieure totale se chiffre à 610,2 milliards de FCFA représentant 41,7% du portefeuille de la dette totale. L'encours de la dette extérieure totale a progressé de 4,2 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2015, soit une augmentation de 0,7%. Cette variation est due à l'effet conjugué de la fluctuation des cours des principales devises de libellé des prêts, des paiements et des décaissements.

L'encours de la dette multilatérale se chiffre à 302,1 milliards de FCFA à fin mars 2016 contre 293,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2015, soit une progression de 2,9%. Cette augmentation s'explique par l'effet combiné des paiements, de la fluctuation des prêts libellés en devises et surtout des tirages effectués sur les emprunts de la Banque Ouest-africaine de Développement (BOAD) et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours du premier trimestre 2016 tout comme au premier trimestre 2015.

Pour les opérations en cours, les montants acquittés au titre du principal et des intérêts au cours du premier trimestre 2016 se chiffrent respectivement à 3,6 milliards de FCFA et 2,2 milliards de FCFA contre 1,0 milliard de FCFA et 0,7 milliard de FCFA au premier trimestre 2015.

Les engagements au premier trimestre 2016 sont de 127,9 milliards de FCFA alors qu'il n'y en a pas eu un an plus tôt. Le montant des tirages s'est chiffré à 1,5 milliard de FCFA au premier trimestre 2016 contre 1,7 milliard de FCFA à la même période de l'année 2015.

L'encours de la dette bilatérale a régressé de 5,8% par rapport à fin décembre 2015 et se chiffre à 41,6 milliards de FCFA, soit une diminution en valeur de 2,5 milliards de FCFA due aux paiements, à la fluctuation des cours des principales devises de libellé des prêts et aux tirages effectués sur les emprunts du Fonds Koweïtien.

Il n'y a eu ni arriéré de paiements du principal, ni arriéré de paiements des intérêts au cours de la période tout comme un an plus tôt.

Au cours de la période sous revue, les nouveaux engagements sont de 9,8 milliards de FCFA contre un montant nul au premier trimestre 2015. Les tirages se sont chiffrés à 0,1 milliard de FCFA au premier trimestre 2016 contre 3,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2015. Sur la même période, il n'y a eu ni rééchelonnement, ni annulation de dettes. Les paiements en principal s'élèvent à 0,1 milliard de FCFA tout comme un an plus tôt. Aucun paiement en intérêts n'a été effectué au cours de la période sous revue tout comme au premier trimestre 2015.

L'encours de la dette éligible au Club de Paris s'élève à 7,7 milliards de FCFA à fin mars 2016, inchangé par rapport au 31 décembre 2015.

Le montant total des arriérés de paiements à fin mars 2016 est nul tout comme un an plus tôt.

L'encours de la dette due aux créanciers du Club de Londres a diminué en valeur de 1,9 milliard de FCFA par rapport à fin décembre 2015 pour se chiffrer à 266,5 milliards de FCFA. Cette diminution s'explique par l'effet combiné des fluctuations des cours des devises de libellé des prêts et des décaissements effectués par EXIMBANK Inde dans le cadre de l'appui au secteur agricole.

Au premier trimestre 2016, les arriérés de paiements du principal et des intérêts s'élèvent respectivement à 0,5 milliard de FCFA et 0,2 milliard de FCFA contre des montants nuls au premier trimestre 2015.

Le montant des remboursements en principal et en intérêts se chiffre respectivement à 5,9 milliards de FCFA et 2,6 milliards de FCFA. Le montant déboursé en principal est payé au profit de GDF SUEZ et en intérêts au profit de EXIMBANK Chine et EXIMBANK Inde.

### **I.2.2.2. Dette intérieure**

L'encours de la dette intérieure, à fin mars 2016, s'élève à 853,0 milliards de FCFA contre 780,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015, soit une hausse de 9,3%. Cette hausse est l'effet conjugué d'une part des remboursements des allocations des droits de tirages spéciaux (DTS) et d'autre part des remboursements et des émissions des emprunts obligataires et des bons du Trésor.

Les montants des paiements en principal et en intérêt se chiffrent respectivement à 49,4 milliards de FCFA et 11,7 milliards de FCFA.

L'encours de la dette intérieure à fin mars 2016 se décompose comme suit :

- Dette commerciale : 21,7 milliards de FCFA ;
- Dette financière : 91,5 milliards de FCFA ;
- Dette sociale : 62,2 milliards de FCFA ;
- Engagements et risques : 22,8 milliards de FCFA ;
- Passif de l'Etat (liquidation des entreprises d'Etat) : 49,2 milliards de FCFA ;
- Dette conventionnelle (emprunts obligataires, allocations DTS et titrisation créances douteuses des banques) : 605,6 milliards de FCFA.

### **I.3. Secteur monétaire**

La situation monétaire à fin mars 2016 comparée à celle de fin décembre 2015 est marquée par une régression de 0,6 milliard de FCFA de la position extérieure nette et un recul de 76,4 milliards de FCFA du crédit intérieur. En contrepartie, la masse monétaire a régressé de 41,0 milliards de FCFA.

#### **I.3.1. Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets (AEN) des institutions monétaires, au terme des trois premiers mois de 2016, se chiffrent à 353,3 milliards de FCFA contre 353,9 milliards de FCFA à fin décembre 2015, soit une baisse de 0,2%. Cette diminution est imputable au repli de la position extérieure nette de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) de 35,4 milliards de FCFA, atténué par le renforcement de 34,8 milliards de FCFA de celle des banques de dépôts.

Le recul de 23,0% des AEN de la Banque centrale résulte de l'accroissement de 46,2 milliards de FCFA des engagements extérieurs, atténué par la progression de 10,8 milliards de FCFA des avoirs extérieurs bruts, principalement de la position créditrice en disponibilité extérieure (+15,7 milliards de FCFA).

La progression de 17,4% de la position extérieure nette des banques de dépôts résulte de la hausse de 18,3 milliards de FCFA de leurs avoirs extérieurs bruts, renforcée par la diminution de 16,5 milliards de FCFA de leurs engagements extérieurs, notamment ceux vis-à-vis des banques et des correspondants étrangers.

### **I.3.2. Crédit intérieur**

A la fin du premier trimestre 2016, l'encours du crédit intérieur s'établit à 919,3 milliards de FCFA, en baisse de 7,7% par rapport à fin décembre 2015. Cette baisse est induite par la régression de 30,7 milliards de FCFA des crédits à l'économie et l'amélioration de la Position nette du gouvernement (PNG) de 45,7 milliards de FCFA.

#### **I.3.2.1. Position nette du gouvernement**

En passant de 109,7 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 63,9 milliards de FCFA à fin mars 2016, la PNG s'est améliorée de 41,7%.

#### **I.3.2.2. Crédits à l'économie**

Comparés à leur niveau de fin décembre 2015, les crédits à l'économie ont régressé de 3,5% pour se chiffrer à 855,4 milliards de FCFA à fin mars 2016 suite à des remboursements importants de crédits et la constitution de provisions opérée par les banques sur les créances en souffrance. Les crédits à court terme et les crédits à long et moyen terme ont diminué respectivement de 6,9% et 0,4% pour se fixer à 389,0 milliards de FCFA et 466,4 milliards de FCFA.

Les crédits ordinaires sont en baisse de 31,1 milliards de FCFA, en passant de 886,0 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 854,9 milliards de FCFA trois mois plus tard. Les crédits de campagne se chiffrent à 0,5 milliard de FCFA contre 0,1 milliard de FCFA à fin décembre 2015.

### **I.3.3. Masse monétaire**

Comparativement à fin décembre 2015, la masse monétaire a enregistré un recul de 3,1% et s'établit à 1.279,4 milliards de FCFA au terme du premier trimestre 2016. Cette diminution est due à la baisse des dépôts en banques, de la circulation fiduciaire et des dépôts en CCP.

En effet, les dépôts en banques ont régressé de 3,0% pour s'établir à 1.030,8 milliards de FCFA. Cette régression provient aussi bien des dépôts des particuliers et entreprises privées que des dépôts des organismes publics qui ont baissé respectivement de 17,0 milliards de FCFA et 14,4 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2015.

Les dépôts en CCP ont baissé de 4,3% en passant de 17,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015 à 17,0 milliards de FCFA à fin mars 2016.

Sur la période sous revue, la circulation fiduciaire (billets et pièces hors banques) est en recul de 3,7% et s'établit à 231,6 milliards de FCFA.

## **I.4. Secteur extérieur**

### **I.4.1. Commerce spécial**

Les échanges commerciaux du Togo au premier trimestre 2016 comparés à la même période de 2015 sont marqués par une régression des exportations, une progression des importations et une aggravation du déficit commercial.

### **I.4.1.1. Exportations**

Les exportations f.o.b. se sont établies à 108,6 milliards de FCFA contre 110,8 milliards de FCFA au premier trimestre 2015, soit une baisse de 2,0%. Le poids des exportations est de 538.177,6 tonnes contre 613.514,1 tonnes un an plus tôt.

Au premier trimestre 2016, le « coton, non cardé ni peigné : autre » est le premier produit d'exportation du Togo avec une valeur de 10,2 milliards de FCFA pour une quantité de 11.761,7 tonnes, soit une part relative de 9,4% de la valeur totale des exportations.

Le « phosphate non moulu » constitue le deuxième produit d'exportation du Togo avec 10,0 milliards de FCFA pour 158.430,0 tonnes contre respectivement 18,0 milliards de FCFA et 293.935,0 tonnes au premier trimestre 2015. Il représente 9,2% de la valeur totale des exportations au premier trimestre 2016 contre 16,3% au premier trimestre 2015.

Les « ciments non pulvérisés dits 'clinkers' » représentent le troisième produit d'exportation avec 6,8 milliards de FCFA pour une quantité de 184.323,3 tonnes, soit une part relative de 6,2% contre respectivement 4,4 milliards de FCFA, 118.287,6 tonnes et 3,9% au premier trimestre 2015.

Au titre du premier trimestre 2016, le Burkina Faso est le premier client du Togo au niveau mondial avec 20,4 milliards de FCFA pour une quantité de 144.424,7 tonnes, soit une part relative en valeur de 18,8% de la valeur totale des exportations contre 15,8 milliards de FCFA et une quantité de 73.654,7 tonnes à la même période de 2015.

Le Burkina Faso a importé du Togo des « ciments non pulvérisés dits 'clinkers' », des articles de transport ou emballage « en autres matières plastiques » et des « sacs d'emballages ou de transport en polymères de l'éthylène » pour des valeurs respectives de 4,0 milliards de FCFA, 1,8 milliard de FCFA et 1,2 milliard de FCFA.

Le Bénin est le deuxième client du Togo au niveau mondial avec 17,2 milliards de FCFA pour une quantité de 100.918,0 tonnes, soit une part relative en valeur de 15,8% contre respectivement 14,8 milliards de FCFA, 100.108,1 tonnes et 13,3% un an plus tôt.

Les exportations à destination du Bénin portent essentiellement sur les « sacs d'emballages ou de transport en polymères de l'éthylène », les « ciments non pulvérisés dits 'clinkers' » et les « eaux, y compris les eaux minérales et les eaux gazéifiées, additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ou aromatisées » pour des valeurs respectives de 3,0 milliards de FCFA, 2,6 milliards de FCFA et 1,8 milliard de FCFA.

Le Mali vient en troisième position avec 10,2 milliards de FCFA pour une quantité de 17.830,7 tonnes, soit une part relative en valeur de 9,4% de la valeur

totale des exportations contre respectivement 4,9 milliards de FCFA, 6.249,8 tonnes et 4,4% au premier trimestre 2015.

Les exportations du Togo vers le Mali concernent principalement les « motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 50 cm<sup>3</sup> mais n'excédant pas 250 cm<sup>3</sup> présentés entièrement à l'état démonté ou non monté importés pour l'industrie du montage » et les « sacs d'emballages ou de transport en polymères de l'éthylène » pour 3,4 milliards de FCFA et 1,4 milliard de FCFA.

Les exportations du Togo vers la Zone EURO ont atteint 6,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, soit 6,1% de la valeur totale des exportations contre respectivement 8,5 milliards de FCFA et 7,7% au premier trimestre 2015.

Les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne sont respectivement premier, deuxième et troisième client du Togo dans la Zone EURO.

Le Togo a exporté pour une valeur totale de 72,9 milliards de FCFA vers les Etats membres de la CEDEAO, soit 67,2% de la valeur totale des exportations contre respectivement 59,4 milliards de FCFA et 53,6% un an auparavant. La quantité exportée est de 318.395,8 tonnes contre 260.497,1 tonnes au premier trimestre 2015.

#### **I.4.1.2. Importations**

Les importations c.a.f. du Togo durant le premier trimestre 2016 ont progressé de 22,1% en valeur par rapport à la même période de 2015 pour atteindre 263,6 milliards de FCFA contre 215,8 milliards de FCFA un an plus tôt. Le poids des importations togolaises s'élève à 739.221,1 tonnes au premier trimestre 2016 contre 623.815,4 tonnes au premier trimestre 2015.

Les « grues sur portiques » constituent le premier produit d'importation pour une valeur de 13,3 milliards de FCFA, soit 5,1% de la valeur totale des importations.

Le « gas-oil » est le deuxième produit d'importation avec une valeur de 12,0 milliards de FCFA, soit 4,6% de la valeur totale des importations contre respectivement 11,0 milliards de FCFA et 5,1% un an plus tôt.

Les « autres lampes à tube, lampes et tubes électriques à incandescence » viennent en troisième position des importations togolaises avec une valeur de 11,7 milliards de FCFA pour une quantité de 261,7 tonnes contre respectivement 5,4 milliards de FCFA et 15,2 tonnes.

La Chine est le premier fournisseur du Togo avec 80,8 milliards de FCFA, soit 30,7% de la valeur totale des importations contre respectivement 39,9 milliards de FCFA et 18,5% à la même période de 2015. Les importations en provenance de ce partenaire portent essentiellement sur les « poteaux d'éclairage d'une hauteur de feu égale ou supérieure à 8 m », les « autres tissus » et les « motocycles à moteur à piston alternatif, d'une cylindrée excédant 50 cm<sup>3</sup> mais n'excédant pas 250 cm<sup>3</sup> présentés entièrement à l'état démonté ou non monté importés pour l'industrie du montage ».

La Chine est suivie des Pays-Bas avec 16,9 milliards de FCFA pour une quantité de 10.745,8 tonnes, soit 6,4% de la valeur totale des importations contre

respectivement 3,2 milliards de FCFA, 5.819,7 tonnes et 1,5%. Le Togo a importé des Pays-Bas essentiellement des « remorqueurs et bateaux-pousseurs », du « super carburant » et des « tracteurs routiers pour semi-remorques : neufs ».

La Belgique est le troisième fournisseur du Togo avec 14,3 milliards de FCFA et 60.917,2 tonnes pour une part relative de 5,4% contre respectivement 12,1 milliards de FCFA, 26.705,4 tonnes et 5,6% un an plus tôt. Les importations venant de la Belgique ont porté notamment sur le « super carburant » pour une valeur de 6,9 milliards de FCFA, soit 48,3% de la valeur totale des importations en provenance de ce pays.

Les importations venant de la Zone EURO sont de 74,6 milliards de FCFA, soit 28,3% de la valeur totale des importations contre respectivement 64,4 milliards de FCFA et 29,8% au premier trimestre 2015. Les Pays-Bas, la Belgique et la France sont respectivement premier, deuxième et troisième fournisseur du Togo dans la Zone EURO.

Les importations en provenance des Etats membres de la CEDEAO ont augmenté de 16,6% par rapport au premier trimestre 2015 pour se fixer à 25,4 milliards de FCFA au premier trimestre 2016. Le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Nigéria sont les trois premiers fournisseurs du Togo dans la Communauté.

La valeur des importations venant du Ghana est de 9,9 milliards de FCFA, soit 39,1% de la valeur totale des importations en provenance de la CEDEAO contre respectivement 7,0 milliards de FCFA et 32,3% au premier trimestre 2015.

Les importations en provenance du Ghana ont porté essentiellement sur les « farines de froment (blé) ou de méteil », les « concentrés de tomates conditionnés pour la vente au détail » et les « autres huiles lubrifiantes : autres ».

#### **I.4.1.3. Balance commerciale**

Le déficit commercial du Togo avec l'ensemble des pays partenaires est passé de 105,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 à 155,0 milliards de FCFA au premier trimestre 2016, soit une aggravation de 50,0 milliards de FCFA.

Par contre, l'excédent commercial avec les Etats membres de l'UEMOA est passé de 38,9 milliards de FCFA au premier trimestre 2015 à 50,8 milliards de FCFA à la même période de 2016. La balance excédentaire avec les Etats membres de la CEDEAO s'établit à 47,5 milliards de FCFA au premier trimestre 2016 contre 37,6 milliards de FCFA au premier trimestre 2015.

### **I.4.2. Balance des paiements**

#### **I.4.2.1. Estimations de la balance des paiements 2015**

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2015, un solde excédentaire de 115,0 milliards résultant d'un déficit courant de 150,5 milliards, d'un excédent du compte de capital de 154,2 milliards et d'un passif net du compte financier de 111,3 milliards.

## **Solde des transactions courantes et de capital**

Les transactions courantes et en capital ressortiraient excédentaires de 3,7 milliards en 2015, après un déficit de 68,8 milliards un an plus tôt.

### ➤ **Compte des transactions courantes**

Le déficit courant s'améliorerait de 75,8 milliards par rapport à l'année 2014, en raison notamment de la réduction du déficit de la balance des biens, cumulée à l'amélioration des soldes des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

L'amélioration de 62,5 milliards du solde déficitaire des biens serait consécutive à la hausse des exportations de 56,3 milliards et au repli de 6,2 milliards des importations.

La progression des exportations serait liée notamment à l'augmentation des transactions sur les produits des industries extractives, surtout dans le domaine du phosphate. Les ventes extérieures de phosphate se sont inscrites en hausse en 2015, à la faveur d'un accroissement de 33,8% du prix moyen de cession, dans un contexte de repli de 20,6% de la quantité exportée, malgré la hausse de 3,7% de la quantité produite. S'agissant du clinker et du ciment, leurs exportations ont respectivement baissé de 37,9% et 59,3%, en relation avec l'orientation défavorable des quantités exportées et produites, suite à de fréquentes grèves du personnel, entraînant, au cours des mois de novembre et décembre 2015, l'arrêt provisoire des activités dans certaines usines de production de clinker et de ciment.

Sur la période, les exportations de café, cacao et coton ont respectivement progressé de 51,8%, 0,7% et 30,7%, du fait principalement de la disponibilité des stocks constitués en 2014.

La diminution des importations de biens serait due principalement à :

- la baisse de la facture pétrolière, à la faveur du repli du cours du baril ;
- la régression des achats de biens d'équipement liée notamment à l'achèvement des travaux de modernisation des équipements portuaires et aéroportuaires.

L'excédent de la balance des services se renforcerait de 1,4 milliard, suite notamment à la hausse de l'offre des services, en particulier le transport et les activités portuaires.

Le solde des revenus primaires augmenterait de 0,7 milliard en s'établissant à 23,5 milliards en 2015 contre 22,8 milliards en 2014, en liaison principalement la hausse des flux nets de la rémunération des salariés.

Le solde excédentaire des revenus secondaires s'établirait à 169,4 milliards en 2015, en progression de 11,2 milliards par rapport au niveau de 2014, suite à l'amélioration du solde des transferts de fonds des travailleurs migrants conjuguée à la hausse des dons courants mobilisés par l'administration publique.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -8,3% contre -12,2% en 2014.

#### ➤ **Compte de capital**

Le solde du compte de capital se situerait à 154,2 milliards, en baisse de 3,3 milliards, suite à la diminution de la mobilisation des dons et des ressources par les administrations publiques.

#### ➤ **Compte financier**

Le solde du compte financier serait de -111,3 milliards en 2015, contre 9,8 milliards en 2014, soit un endettement net de 121,1 milliards. Cette évolution résulterait principalement des entrées nettes de 64,3 milliards et de 61,7 milliards respectivement des investissements directs et des investissements de portefeuille.

### **I.4.2.2. Prévisions de la balance des paiements 2016**

La balance des paiements du Togo enregistrerait en 2016, un solde excédentaire de 40,0 milliards résultant d'un déficit courant de 140,5 milliards, d'un excédent du solde du compte de capital de 157,9 milliards et d'un passif net du compte financier de 22,6 milliards.

Le solde courant s'améliorerait de 10,0 milliards par rapport à 2015, en raison de l'amélioration des soldes de la balance des biens, des services ainsi que des revenus primaires et secondaires.

L'amélioration de 2,9 milliards du solde déficitaire des biens serait consécutive à la hausse de 61,3 milliards des exportations, atténuée par la progression de 58,4 milliards des importations.

La progression des exportations de biens serait favorisée par la hausse des exportations de coton, de clinker, de ciments et d'or non monétaire.

La hausse des importations de biens serait dû principalement à :

- la poursuite à la hausse de la demande intérieure des biens de consommation courante ;
- l'augmentation des importations de biens intermédiaires, en liaison avec la progression de la production des industries manufacturières.

L'excédent de la balance des services s'améliorerait de 0,4 milliard, suite notamment à la progression de l'offre de services de transport et d'activités portuaires.

Le solde des revenus primaires se situerait à 24,3 milliards, contre 23,5 milliards une année plus tôt, soit un accroissement de 0,7 milliard. Cette évolution serait consécutive principalement à une progression des flux nets de la rémunération des salariés.

Le solde excédentaire des transferts courants s'établirait à 175,3 milliards en 2016, en progression de 6,0 milliards par rapport au niveau de 2015. Cette évolution serait favorisée notamment par l'amélioration du solde des transferts de fonds des travailleurs migrants conjuguée à la hausse des dons courants mobilisés par l'administration publique.

Dans ce contexte, le solde courant hors dons de la balance des paiements rapporté au PIB courant se situerait à -7,4% en 2016 contre -8,3% en 2015.

Le solde du compte de capital s'établirait à 157,9 milliards en 2016 en hausse de 3,7 milliards, suite à un accroissement de la mobilisation des dons et des ressources de l'administration publique et des autres secteurs.

Le solde du compte financier serait de -22,6 milliards en 2016 contre -111,3 milliards en 2015, soit un désendettement net de 88,7 milliards. Cette évolution résulterait des sorties nettes respectives de 41,9 milliards, 30,4 milliards et de 16,4 milliards respectives des flux nets des autres investissements, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

### **Balance des paiements** (en milliards de FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
<b>COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-226,4</b>	<b>-150,5</b>	<b>-140,5</b>
<b>BALANCE DES BIENS</b>	<b>-438,4</b>	<b>-375,9</b>	<b>-373,0</b>
Exportations de biens (fob)	655,5	711,8	773,1
Importations de biens (fob)	-1 093,9	-1 087,7	-1 146,1
<b>BALANCE DES SERVICES</b>	<b>31,1</b>	<b>32,5</b>	<b>32,9</b>
<b>REVENU PRIMAIRE</b>	<b>22,8</b>	<b>23,5</b>	<b>24,3</b>
<b>REVENU SECONDAIRE</b>	<b>158,2</b>	<b>169,4</b>	<b>175,3</b>
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>157,5</b>	<b>154,2</b>	<b>157,9</b>
<b>SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES ET DE CAPITAL</b>	<b>-68,8</b>	<b>3,7</b>	<b>17,4</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>	<b>9,8</b>	<b>-111,3</b>	<b>-22,6</b>
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>-76,5</b>	<b>115,0</b>	<b>40,0</b>

*Source : BCEAO*

## II. PERFORMANCE AU TITRE DE LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE

Au titre de la surveillance multilatérale, la situation de la convergence au premier trimestre 2016 se présente comme suit :

	Normes CEDEAO	2015	2016
<b>CRITERES DE 1<sup>er</sup> RANG</b>			
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)/PIB nominal	≤ 4%	-6,3	ND <sup>3</sup>
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5%	1,7	ND
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale/ Recettes fiscales de l'année précédente	≤ 10%	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importations	≥ 6	7,5	ND

	Normes CEDEAO	2015	2016
<b>CRITERES DE 2<sup>nd</sup> RANG</b>			
Non accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs au titre de la gestion courante	0,0	62,1	0,0
Ratio des recettes fiscales / PIB nominal	≥ 20%	21,4	ND
Ratio de la masse salariale / recettes fiscales	≤ 35%	33,2	32,8*
Ratio des investissements publics financés sur ressources internes / recettes fiscales	≥ 20%	27,0	21,5*
Taux d'intérêt réel	> 0%	1,7	ND
Ratio dette publique/PIB nominal (%)	≤ 70%	57,3	ND

*Source : Direction de l'économie*

Le Togo a respecté<sup>4</sup> un critère de premier rang et trois critères de deuxième rang au premier trimestre 2016.

<sup>3</sup> Non disponibles

<sup>4</sup> Sur la base des données disponibles

### **III. HARMONISATION DES POLITIQUES ET ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS**

#### **III.1. Protocoles et Conventions de la CEDEAO non encore ratifiés par le Togo**

A la troisième réunion annuelle de concertation et de sensibilisation des Etats membres sur la mise en œuvre effective des conventions, protocoles et actes additionnels de la CEDEAO organisée du 22 au 26 juillet 2012 à Accra, il a été relevé qu'il reste au Togo onze (11) textes à ratifier sur les cinquante-quatre (54) adoptés par la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit de :

- 1- Protocole A/P1/12/ portant amendements des Articles 12 et 13 du Protocole relatif au Mécanisme de Prévention, de Gestion et de Règlement des Conflits, de Maintien de la Paix et de la Sécurité ;
- 2- Protocole A/P.1/01/03 relatif à la Définition de la Notion de Produits Originaires des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- 3- Protocole A/P.2/01/03 relatif à l'Application des Procédures de Compensation des pertes de recettes Subies par les Etats membres de la CEDEAO du fait de la Libéralisation des Echanges ;
- 4- Accord sur la Coopération en matière criminelle entre la Police des Etats membres de la CEDEAO du 19 décembre 2003 ;
- 5- Protocole additionnel A/SP.1/01/05 portant amendement du Préambule des articles 1<sup>er</sup>, 2, 9, 22 et 30 du Protocole A/P1/7/91 relatif à la Cour de Justice de la Communauté, ainsi que de l'article 4 paragraphe 1 de la version anglaise dudit Protocole, signé à Accra le 19 janvier 2005 ;
- 6- Protocole A/P.1/01/06 relatif à la création de l'Office de renseignements et d'investigations en matière criminelle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- 7- Protocole Additionnel AS/P.1/01/06 portant amendement des articles VI-C, VI-L, IX-8, X1-2, et XII du Protocole A/P2/7/87 relatif à la création de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS) ;
- 8- Protocole Additionnel A/SP.1/06/06 portant amendement du Traité Révisé de la CEDEAO ;
- 9- Protocole Additionnel A/SP.2/06/06 portant amendement de l'article 3 paragraphes 1, 2 et 4, de l'article 4 paragraphes 1, 3 et 7 et de l'article 7 paragraphe 3 du Protocole relatif à la Cour de Justice de la Communauté ;
- 10-Protocole Additionnel A/SP.3/06/06 portant amendement du Protocole A/P2/8/94 relatif au Parlement de la Communauté ;
- 11-Convention Générale A/C.1/01/03 sur la Reconnaissance et l'Equivalence des Diplômes Universitaires, grades, Certificats et autres Qualifications des Etats membres de la CEDEAO.

### **III.2. Libre circulation des personnes et des biens, droit de résidence et d'exercice des professions libérales**

L'objectif cardinal de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est la création d'un marché commun puis le développement équilibré des Etats membres.

Ainsi, la levée des entraves à la liberté de circulation des personnes, des biens et services, au droit de résidence ainsi que d'établissement en est la condition essentielle.

Pour y parvenir le **Protocole A/P1/5/79 du 29 mai 1979 sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement, zone CEDEAO consacre à ses articles 3 et 5 les conditions d'exercice de cette liberté**. Aux termes de ces articles, il est reconnu aux ressortissants des Etats membres une large liberté de circulation, de résidence et d'établissement.

Pour mener à bien ses desseins et faciliter les déplacements des populations au sein de la sous-région ouest africaine, notre pays a réduit considérablement le nombre de barrages routiers, où sont opérés des prélèvements illicites, en application de la Directive n°08/2005/CM/UEMOA relative à la réduction des contrôles aux seuls postes frontaliers.

C'est ainsi que l'Observatoire des pratiques anormales, chargé de rendre compte des entraves à la libre circulation aussi bien des personnes que des biens sur les axes routiers inter-Etats par rapport au nombre de contrôle, de perceptions illicites et du temps de contrôle, **a félicité les autorités togolaises et les a encouragés à maintenir ses efforts, afin de rendre effective la libre circulation des personnes et des biens tant souhaitée par les pères fondateurs de la Communauté**.

En outre, une Unité pilote de suivi de la libre circulation des personnes et de réception de plaintes aux frontières d'Aflao et de Sanvee Condji a été créée le 25 septembre 2006 pour réduire les tracasseries et promouvoir la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO. Cette Unité a eu à organiser des conférences de presse en 2007, des émissions radiotélévisées et des caravanes de sensibilisation sur le corridor Aflao-Sanvee Condji en 2008.

Des visites inopinées ont été organisées, afin de constater les différentes sortes de tracasseries dont sont victimes les usagers des frontières et les informer de l'existence des textes communautaires en matière de la libre circulation des personnes et des biens.

Pour permettre aux citoyens de disposer des documents de voyage communautaire, la Direction générale de la documentation nationale (DGDN) du Ministère de la sécurité et de la protection civile a mis en circulation le carnet de voyage et le passeport CEDEAO.

La Cellule CEDEAO-UEMOA du Ministère de l'économie, des finances et de la planification du développement, à travers son programme d'activités, a organisé, en 2009, à l'occasion du trentième (30<sup>ième</sup>) anniversaire de l'entrée en vigueur du

Protocole relatif à la libre circulation des personnes et des biens un séminaire de dissémination dudit protocole à l'intention des commerçants, des transporteurs, des syndicats, des agents de l'administration publique, de la sécurité, des députés de l'Assemblée nationale et de la chefferie traditionnelle.

Elle a, par ailleurs, construit des gares routières frontalières, en 2010, dans chacune des cinq (05) Régions du Togo dans les localités de Noépé, de Badou, de Kaboli, de Kémériada et de Cinkansé, afin de servir de cadre d'échanges entre les voyageurs sur les idéaux de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Le Groupe de réflexion femmes démocratie, droit et développement (GF2D), une Organisation Non Gouvernementale (ONG) en collaboration avec la Cellule CEDEAO-UEMOA a organisé un séminaire de dissémination d'un guide de vulgarisation du Protocole sur la libre circulation, le droit de résidence et d'établissement dans l'espace CEDEAO.

Ce Groupe a également organisé des audiences foraines d'établissement de carte d'identité nationale à des femmes commerçantes en vue de leur permettre de disposer d'un document de voyage, grâce au fonds CEDEAO/Espagne sur la migration et le Développement.

Enfin, les instances de la communauté, pour faire de l'Union un espace de liberté, de sécurité et de justice sans contrôle abusif des citoyens aux frontières intérieures, quelle que soit leur nationalité, ont décidé la construction de dix-neuf (19) Postes de Contrôle Juxtaposés pour remplacer les infrastructures administratives existantes inadaptées aux besoins des contrôles frontaliers modernes, en ce qui concerne notamment les personnes et les biens.

Ces postes, une fois construits, permettront d'harmoniser et de simplifier les procédures de contrôle, de les accélérer et de réaliser des gains de temps ainsi que de réduire la fraude et les taxes illicites.

Le Togo a bénéficié de deux (02) postes dont l'un est construit à Noépé frontière Togo-Ghana et l'autre est prévu à Sanvee Condji frontière Togo-Bénin.

### **III.3. Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO**

Dans le cadre du Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO, le Comité National d'Agrément (CNA) mis en place à cet effet a agréé de juillet 2013 à mars 2014 trente-huit (38) nouveaux produits pour six (06) entreprises dont cinq nouvellement agréées.

De 1990, année de lancement de ce programme, à fin mars 2013, quarante (40) entreprises ont été agréées au Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO. Les produits agréés sont au nombre de 159.

Les exportations en valeurs des produits agréés ont été en :

- **2009** : 50,3 milliards de FCFA ;
- **2010** : 54,9 milliards de FCFA ;
- **2011** : 58,7 milliards de FCFA ;

- **2012** : 69,9 milliards de FCFA ;
- **2013** : 74,7 milliards de FCFA ;
- **2014** : 53,1 milliards de FCFA ;
- **2015** : 68,5 milliards de FCFA.

### **III.4. Activités du Comité National de Coordination (CNC)**

Les activités du CNC sont constituées essentiellement de réunions du Groupe technique et des membres statutaires. Ces réunions ont lieu sur une base trimestrielle et exceptionnellement pour examiner et adopter les résultats des travaux notamment en ce qui concerne l'élaboration et la validation des rapports périodiques et les programmes pluriannuels de convergence et de stabilité macroéconomique. Le dernier rapport de l'année 2015 a été examiné et adopté en mai 2016.

La base de données ECOMAC a été mise à jour jusqu'à fin décembre 2015.

## **IV. PERSPECTIVES 2016**

En 2016, l'activité économique évoluerait dans un environnement national marqué par la poursuite de l'exécution des projets du PNIASA et la poursuite des efforts de reconstruction, notamment des infrastructures routières entrepris par le Gouvernement. Sous l'hypothèse de bonnes performances attendues au niveau de tous les secteurs de l'économie.

Une reprise est attendue au niveau du secteur primaire qui devrait rattraper la contraction observée en 2015. Le secteur primaire bénéficierait des mesures de soutien du Gouvernement, notamment la mise à disposition à temps des intrants agricoles. Toutefois, le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons.

Dans le secteur secondaire les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives. La performance attendue des industries extractives hors phosphate serait essentiellement portée par la production du clinker qui bénéficierait de la mise en service totale de l'usine de la société SCANTOGO. Les bâtiments et travaux publics bénéficieraient de la progression des dépenses d'investissement public ainsi que les industries connexes, notamment les aciéries et les cimenteries.

Avec un taux d'exécution du programme d'investissement public fixé par hypothèse à 70,0%, le niveau de l'investissement public serait de 299,0 milliards de FCFA contre une réalisation de 277,7 milliards de FCFA en 2015, apportant une contribution positive à la croissance.

Le secteur tertiaire resterait bien orienté grâce au dynamisme impulsé aux activités du PAL par la mise en exploitation du troisième quai construit par le Groupe Bolloré et de la darse en construction par Lomé Container Terminal qui est déjà effective sur 700 mètres linéaires sur les 1.050 prévus avec 6 portiques déjà installées, un atout considérable pour les activités de transbordement. L'activité de transport proviendrait également de l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma

(AIGE) après la mise en service le 26 avril 2016 de la nouvelle aérogare avec les promesses d'arrivée très prochaine de nouvelles compagnies.

Eu égard à ces hypothèses, le taux de croissance du PIB réel s'établirait à 5,4% en 2016 tout comme en 2015.

### **Du côté de l'offre**

La valeur ajoutée (VA) du **secteur primaire** serait en hausse de 8,0% contre une baisse de 1,0% en 2015. Sa contribution à la croissance est de 2,3% contre une contribution -0,3 en 2015. Cette bonne performance est liée à l'augmentation de la production agricole dont la VA s'accroîtrait de 5,3% et de la bonne tenue de l'élevage qui progresserait de 16,5%.

Toutes les cultures seraient en hausse en 2016. Les performances réalisées dans la production vivrière résulteraient de l'effet combiné des bonnes conditions agro-climatiques et des mesures prises par le Gouvernement afin de garantir la réussite de la campagne agricole notamment l'exécution de plusieurs projets d'appui au développement du secteur primaire à travers le PNIASA.

La VA du **secteur secondaire** enregistrerait une hausse de 5,7% en 2016 et sa contribution à la croissance serait de 1,2%, en liaison notamment avec une contribution à la croissance de +0,5% des **"BTP"** et des industries extractives chacune.

La VA du secteur tertiaire marchand enregistrerait une hausse de 2,6%. Les différentes composantes évolueraient comme suit : **"Commerce"** (+0,6%), **"Transports, entrepôts et communications"** (+4,5%), **"Banques, assurances"** (+5,5%) et **"Autres services marchands"** (+2,7%). Sa contribution à la croissance du PIB serait de +0,8% en 2016. La VA des branches non marchandes serait en hausse de 0,2% tout comme en 2015.

La contribution des différentes composantes du PIB réel à la croissance en 2016 se présenterait comme suit :

<b>CONTRIBUTION A LA CROISSANCE (en %)</b>			
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
Secteur primaire	4,1	-0,3	2,3
Secteur secondaire	0,2	2,1	1,2
Secteur tertiaire	0,1	1,2	0,8
Prod imp services bancaires	-0,7	-0,8	-0,9
VAB BRANCHES NON MARCHANDES	0,2	0,2	0,2
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	2,5	1,7	0,7
Droits et taxes à l'importation hors	-0,5	1,4	1,1
Produit Intérieur Brut (PIB)	5,9	5,4	5,4
Cohérence	0,0	0,0	0,0

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

## **Du côté de la demande**

En 2016, la croissance du PIB réel serait de 5,4%. Au niveau de la demande globale en 2016, la croissance serait essentiellement portée par les investissements public et privé.

La consommation finale globale à prix courant en 2016 se chiffrerait à 2.471,1 milliards de FCFA contre 2.404,3 milliards de FCFA en 2015, soit une progression de 2,8%. Elle représenterait 95,0% du PIB contre 99,4% en 2015 impulsée par la consommation privée qui représenterait 80,6% du PIB. La part de la consommation publique dans le PIB serait de 14,6% contre 14,0% en 2015.

La Formation brute de capital fixe (FBCF) totale enregistrerait une hausse de 9,6% par rapport à son niveau de 2015 et se chiffre à 691,3 milliards de FCFA. Cette hausse serait impulsée par la FBCF publique qui augmenterait de 12,0%. La part relative de la FBCF privée passerait de 18,9% en 2015 à 19,5% en 2016. Le taux d'investissement se situerait à 26,4% en 2016 contre 25,9% en 2015, en liaison avec le maintien des efforts du Gouvernement et du secteur privé dans le financement des infrastructures.

S'agissant des échanges extérieurs, les exportations de biens et services vont enregistrer une baisse de 14,0% et passeraient de 1.020,7 milliards de FCFA en 2015 à 1.097,4 milliards de FCFA en 2016. Les importations progressent de 1,2% par rapport à 2015 et s'établiraient à 1.653,57 milliards de FCFA.

En somme, la demande intérieure représenterait 121,4% du PIB en 2016 contre 125,4% en 2015. Les échanges extérieurs seraient marqués par une stabilité de la propension moyenne à exporter les biens en 2016 par rapport à 2015. En ce qui concerne la propension moyenne à importer, elle passerait de 67,6% en 2015 à 63,5% en 2016, soit une baisse de 6,0%.

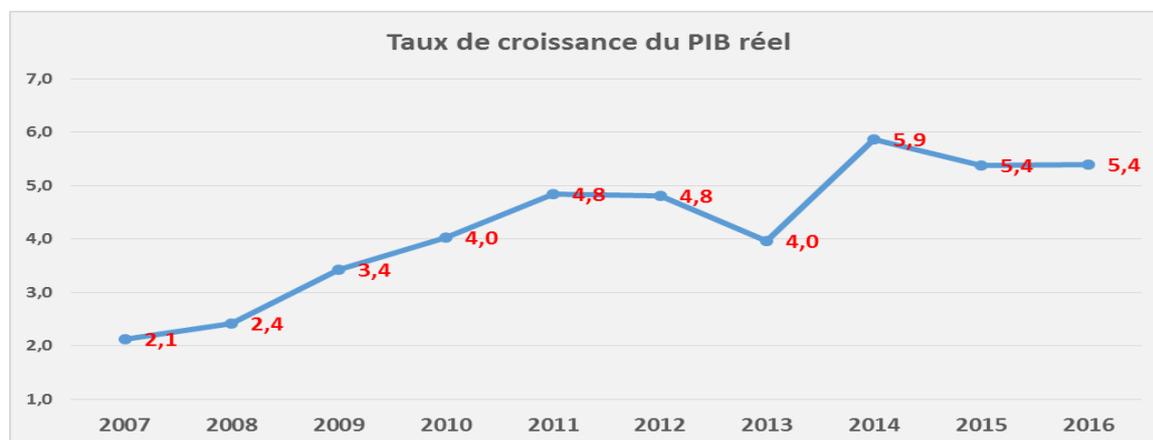
La contribution des emplois à la croissance de 5,4% du PIB en 2016 se présenterait comme suit :

<b>Contributions des emplois du PIB à la croissance</b>			
<b>en %</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>
PIB aux prix du marché	5,9	5,4	5,4
Exportations de b. et s. nettes	-0,4	-11,6	6,5
Consommation finale	3,2	10,7	-7,1
Privée	4,0	8,2	-5,3
Publique	-0,7	2,5	-1,8
Formation brute de capital fixe	2,6	6,1	3,8
Privé	0,1	1,1	2,1
Publique	2,5	5,0	1,7
Variation des stocks	0,4	0,2	2,2
Cohérence	5,9	5,4	5,4

*Source : Données de PRECOMAT 2.0*

Le PIB nominal en 2016 serait de 2.602,5 milliards de FCFA, en augmentation de 7,6% par rapport à 2015. L'indice du déflateur du PIB est en progression de 2,1% par rapport à 2015. Le PIB nominal par habitant passe de 339.486,6 FCFA en 2015 à 355.336,3 FCFA en 2016.

**Graphique 2 : Taux de croissance du PIB réel**



*Source : Direction de l'économie*

### **ANALYSE DE RISQUE**

Le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons.

Le Togo est un petit pays de par sa superficie et sa population. Il exporte une partie non négligeable de ses biens vers les pays membres de la CEDEAO. Les exportations togolaises en Afrique de l'Ouest restent concentrées sur trois pays à savoir le Nigéria, le Ghana et le Burkina Faso. Le Nigeria et le Ghana, dans une moindre mesure, subissent durement les effets de la baisse drastique des prix du baril de pétrole brut qui affectent la demande intérieure dans ces pays et pourraient avec un décalage, affecter la demande adressée aux exportations du Togo vers ces pays. Le Burkina Faso sort d'une crise politique majeure et remet graduellement sa machine économique en marche. A court terme, les exportations du Togo vers ces pays pourraient stagner, voire diminuer. En moyenne, les exportations togolaises vers le Nigeria, le Ghana et Burkina Faso ont représenté l'équivalent de 6% du PIB nominal au cours des cinq dernières années. Il s'agit d'un risque élevé, en particulier pour le Nigeria.

Sur le plan interne, les investissements publics pourraient tirer encore plus la croissance si le rythme d'exécution des dépenses publiques s'accélérait. Il s'agit ici d'un risque positif car des marges de progression existent pour améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements publics.

## CONCLUSION

Au premier trimestre 2016, la croissance s'accélère dans la zone euro et se stabilise aux Etats-Unis. L'inflation est restée faible avec un taux de chômage toujours élevé dans la zone euro mais en baisse aux Etats-Unis et au Japon. Selon le Fonds monétaire international<sup>5</sup>, la croissance de l'économie mondiale s'établirait à 3,2% en 2016 contre une réalisation de 3,1% en 2015, dans un contexte de baisse des prix du pétrole, d'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et de taux de chômage toujours élevé dans la Zone euro.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique serait de 3,0% en 2016, en deçà des taux de 5,0% à 7,0% enregistrés pendant la décennie écoulée. La chute des cours des produits de base a durement ébranlé beaucoup des plus grands pays de la région. Les pays exportateurs de pétrole restent confrontés à un environnement économique difficile. C'est aussi le cas des pays exportateurs de produits de base non énergétiques. Par contre, d'autres pays connaissent encore une croissance vigoureuse en relation avec les investissements dans les infrastructures et le dynamisme de la consommation privée. La chute des cours du pétrole a aussi aidé ces pays, mais dans des proportions en général moins fortes que prévu, car dans nombre d'entre eux la baisse des cours des autres produits de base et la dépréciation du taux de change ont en partie contrebalancé cet avantage.

**Au plan national**, l'année 2015 a été marquée par une baisse de la production agricole vivrière, du coton graine et du ciment et par un accroissement de la production de clinker et de phosphate. L'activité commerciale a enregistré une progression, de même que le transport, impulsé par le Port autonome de Lomé dont l'activité est en hausse. Les dernières estimations du Comité PIB fixent le taux de croissance du PIB à 5,4% en 2015. Cette croissance reste insuffisante, notamment pour générer les emplois décents attendus pour réduire le chômage des jeunes.

**L'année 2016** connaîtrait un taux de croissance de 5,4% sous l'hypothèse de bonnes performances attendues au niveau de tous les secteurs de l'économie. Une reprise est attendue au niveau du secteur primaire qui devrait rattraper la contraction observée en 2015. Les productions de phosphate, de clinker et de ciment seraient en hausse tout comme l'ensemble des industries manufacturières et des industries extractives.

Le risque d'une mauvaise pluviométrie est toujours présent et pourrait contrarier les prévisions faites pour le secteur primaire dans son ensemble. Ce risque est élevé compte tenu du phénomène el nino qui déstabilise le déroulement normal des saisons. Toutefois, sur le plan interne les investissements publics pourraient tirer davantage la croissance si le rythme d'exécution des dépenses publiques s'accélérait.

---

<sup>5</sup> Perspectives de l'économie mondiale, FMI avril 2016

## **ANNEXE**

**Principaux indicateurs macroéconomiques en milliards de FCFA**  
(Sauf indication contraire)

<b>Agrégats macroéconomiques</b>	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Secteur réel</b>					
Taux de croissance réel (%)	4,8	4,0	5,9	5,4	5,4
Déflateur du PIB (%)	6,3	-1,8	3,8	3,5	2,1
Indice des prix à la consommation (moyenne)	2,6	1,8	0,2	1,7	2,1
PIB à prix courant	1.974,0	2.016,1	2.216,4	2.417,7	2.602,5
PIB par tête (en milliers de FCFA)	301,5	299,4	320,1	339,5	355,3
<b>Secteur Extérieur</b>					
Exports, f.o.b.	660,3	751,9	655,5	711,8	773,1
Imports, f.o.b.	945,1	1.182,0	1.093,9	1.087,7	1.146,1
Balance commerciale	-284,9	-430,0	-438,4	-375,9	-373,0
Transactions courantes	-150,2	-280,7	-226,4	-150,5	-140,5
Solde global	-17,3	41,6	-76,5	115,0	40,0
Balance des paiements courants en % du PIB	-7,6	-13,9	-10,2	-6,2	-5,4
Balance des paiements courants hors transferts officiels	-186,2	-326,9	-274,2	-199,8	-191,3
Bal. des paiements courants hors transferts officiels en % PIB	-9,4	-16,2	-12,4	-8,3	-7,4
<b>Secteur Monétaire</b>					
Avoirs Extérieurs Nets	273,8	315,4	238,3	353,9	353,3*
Crédit Intérieur	731,5	776,2	887,0	994,4	919,3*
Position Nette du Gouvernement	129,7	92,9	124,4	108,4	63,9*
Crédit à l'Economie	601,8	683,3	762,6	886,0	855,4*
Masse monétaire	905,6	999,0	1.096,9	1.319,0	1.279,6*
Crédit à l'Economie (% du PIB)	30,5	33,9	34,4	36,6	-
Masse monétaire (% du PIB)	45,9	49,6	49,5	54,6	-
<b>Opérations Financières de l'Etat</b>					
Recettes totales et dons	419,6	522,1	551,2	627,4	133,8*
Recettes fiscales	327,7	403,5	458,2	515,8	123,7*
Dons	48,0	71,7	45,8	57,2	1,0*
Dépenses Totales et prêts nets	535,0	614,4	626,4	786,8	155,5*
Dépenses courantes	359,6	436,5	418,8	507,7	123,6*
Traitements et salaires	120,4	130,6	143,4	171,7	40,6*
Dépenses en capital	175,1	177,2	207,3	277,7	32,5*
Dépenses en capital sur ressources intérieures	70,9	61,6	104,1	139,2	26,6*
Solde global hors dons	-163,4	-164,0	-121,0	-216,6	-22,6*
Solde global	-115,4	-92,3	-75,3	-159,4	-21,5*
Recettes Totales en % du PIB	18,8	22,3	22,8	23,6	
Solde global hors dons base ordonnancements en % du PIB	-8,3	-8,1	-5,5	-9,0	
<b>Dettes Publiques</b>					
Encours de la Dette publique Extérieure	278,8	357,4	470,5	606,0	610,2*
Encours de la Dette Publique Intérieure	589,1	556,7	696,4	780,8	853,0*
Encours dette publique total / PIB	44,0	45,3	52,6	57,4	
Encours dette extérieure / PIB	14,1	17,7	21,2	25,1	
Encours dette intérieure / PIB	29,8	27,6	31,4	32,3	
Service de la dette extérieure / recettes budgétaires	5,8	2,0	4,5	5,2	
Service de la dette extérieure / exportations biens et services	2,7	0,6	1,5	2,1	

\*Données à fin mars 2016

Source : Direction de l'économie